

par une voie autre que celle des prêts, d'obtenir le capital dont ils ont besoin pour renforcer leurs économies. Ainsi, certains de ces pays pourraient envisager de lever quelques-unes des restrictions imposées aux investissements étrangers. Les investisseurs pourraient être séduits par la perspective de pouvoir rapatrier les profits des entreprises à capitaux étrangers. À cet égard, il est regrettable que certains pays très endettés aient hésité à ratifier la convention établissant une nouvelle filiale de la Banque mondiale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI). La mise sur pied de l'AMGI permettrait de rassurer les investisseurs étrangers qui craignent que leurs actifs ne subissent le contrecoup de décisions politiques soudaines.

Pour attirer les capitaux étrangers et du même coup, réduire l'ampleur de leur dette extérieure, les pays débiteurs pourraient aussi recourir à la conversion de créances en participation, mécanisme que plusieurs pays d'Amérique latine utilisent déjà, notamment le Brésil, le Chili et le Mexique. Ainsi, la compagnie Fiat a racheté une partie de la dette du Brésil au taux d'escompte courant et reçu de la Banque centrale l'équivalent en monnaie nationale, somme par la suite investie au pays. La société Nissan a conclu avec le gouvernement mexicain une entente comparable. Dans d'autres cas, des créances bancaires ont été converties en actions d'entreprises, un mécanisme qui pourrait accélérer la privatisation de certaines sociétés d'État.

Freiner la fuite des capitaux

La fuite des capitaux, que nous avons déjà évoquée au chapitre 2, a atteint des proportions alarmantes dans plusieurs pays débiteurs à revenu intermédiaire, notamment le Venezuela, l'Argentine, le Mexique, le Nigéria et les Philippines. C'est un phénomène qui semble, dans certains cas, perdurer. La sortie de capitaux contribue à aggraver les difficultés de balance des paiements d'un pays et par conséquent, à gêner le service de la dette, à réduire l'afflux d'investissements étrangers au pays et à dissuader les banques commerciales de consentir de nouveaux prêts à ces pays, puisqu'elles constatent que les sommes prêtées ressortent immédiatement du territoire national.

Le Comité reconnaît qu'il n'existe malheureusement aucun moyen simple pour un gouvernement d'empêcher cette fuite de capitaux. Il est en effet virtuellement impossible pour les gouvernements, si ce n'est pour les économies étatisées d'Europe de l'Est, d'assurer un contrôle des changes efficace. Mais il existe de nombreuses mesures que l'on peut prendre pour freiner les exportations de capital. L'établissement d'un taux de change adéquat et compétitif constitue à l'évidence une nécessité, dont le FMI a fait une condition dans tous ses accords avec les pays débiteurs. Une gestion saine de l'économie, prévoyant notamment un resserrement de la politique monétaire, la fixation de taux d'intérêt réels positifs et la maîtrise de l'inflation, peut également contribuer à créer une conjoncture qui dissuaderait les détenteurs de capital d'investir à l'étranger. **Il est essentiel que les pays en développement adoptent des mesures visant à freiner la fuite des capitaux, notamment en fixant un taux de change approprié.**

Mais la tâche la plus difficile n'est pas de réussir à freiner la fuite des capitaux. Il faut surtout arriver à persuader ceux qui, dans les pays en développement, ont déjà investi à l'étranger de rapatrier leur capital. Même si le resserrement de la politique monétaire peut amener certains fabricants à rapatrier leurs actifs pour financer leurs opérations, nombreuses sont les personnes ayant placé des capitaux